

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

UNE UNION TIRAILLÉE ENTRE DEUX UTOPIES

L'Union européenne est de plus en plus contestée en son sein. Deux visions s'opposent : l'une illibérale excluante car décliniste, l'autre démocratique cosmopolitique car confiante.

En 65 ans, la construction européenne a connu plusieurs crises sérieuses. Mais, jusqu'alors, l'Union européenne (UE) n'avait connu de crise que sur un seul registre à la fois : politique dans les années 1960 ; monétaire dans les années 1970 ; budgétaire dans les années 1980 ; géopolitique dans les années 1990. Chacune fut suivie d'un nouveau départ, au point qu'on pouvait dire que l'Europe se construisait par successions de crises et de relances. Mais la dernière « relance », en l'espèce par une Constitution européenne préparée en public durant deux années, a été rejetée par référendum en France et aux Pays-Bas en 2005. Cette crise politique a été aggravée par la crise bancaire et économique trois ans plus tard, puis par la confrontation avec la Russie et le groupe État islamique dans la décennie actuelle. Depuis près de dix ans, l'UE traverse une tourmente inédite par son ampleur. La crise qu'elle affronte est en même temps politique et démocratique depuis 2005, économique et sociale depuis 2008, géopolitique depuis 2011. Face à ces défis graves et simultanés, de plus en plus de citoyens et d'acteurs se demandent : l'intégration européenne est-elle le problème ou la solution ?

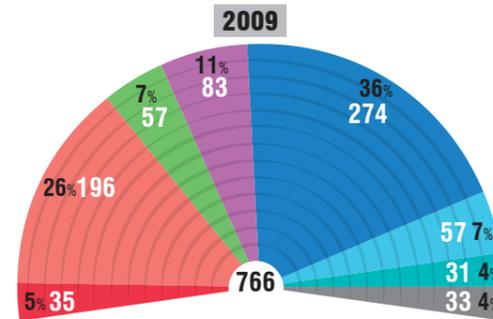
Sylvain Kahn
Professeur agrégé à Sciences-Po.

Un sentiment croissant de déception

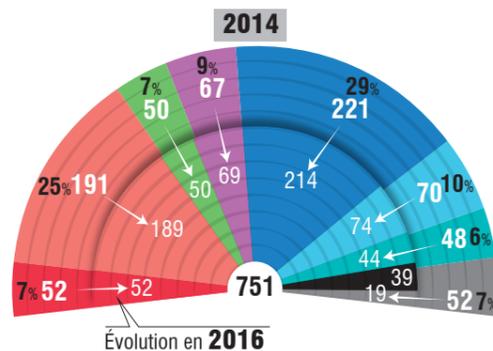
Alors qu'on ne voit pas de nouvelle relance à l'horizon, le référendum de 2016 en faveur du Brexit, au Royaume-Uni, est à la fois la réplique et l'approfondissement des référendums de 2005. Cet événement peut être interprété comme le signal que, dans les opinions publiques européennes, le sentiment que l'UE est le problème est devenu majoritaire. La construction européenne est rejetée pour plusieurs raisons : elle s'affranchirait de la souveraineté populaire ; elle serait une figure de la mondialisation marchande inéquitable ; elle ne tiendrait pas les promesses de prospérité et de justice sociale au nom desquelles les élites politiques, sociales, économiques, patronales, syndicales et intellectuelles la promeuvent depuis les années 1950 ; elle ne parviendrait pas à protéger les Européens face à leurs nouveaux ennemis. Le vote en faveur du Brexit s'inscrit dans un ensemble de résultats électoraux favorables à des formes de déconstruction européenne. La Hongrie,

L'évolution de la composition du Parlement européen

Répartition des sièges (nombre et %) entre les 7 (puis 8) groupes parlementaires issus des élections de 2009 et 2014



- GUE/NGL** - Gauche unitaire européenne/ Gauche verte nordique
- S&D** - Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen
- Verts/ALE** - Les Verts/Alliance libre européenne
- ADLE** - Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
- PPE** - Parti populaire européen (démocrates-chrétiens)
- ECR** - Conservateurs et Réformistes européens
- EFDD** - Europe de la liberté et de la démocratie directe
- ENF** - Europe des nations et des libertés
- NI** - Non-inscrits (membres apparentés à aucun groupe politique)

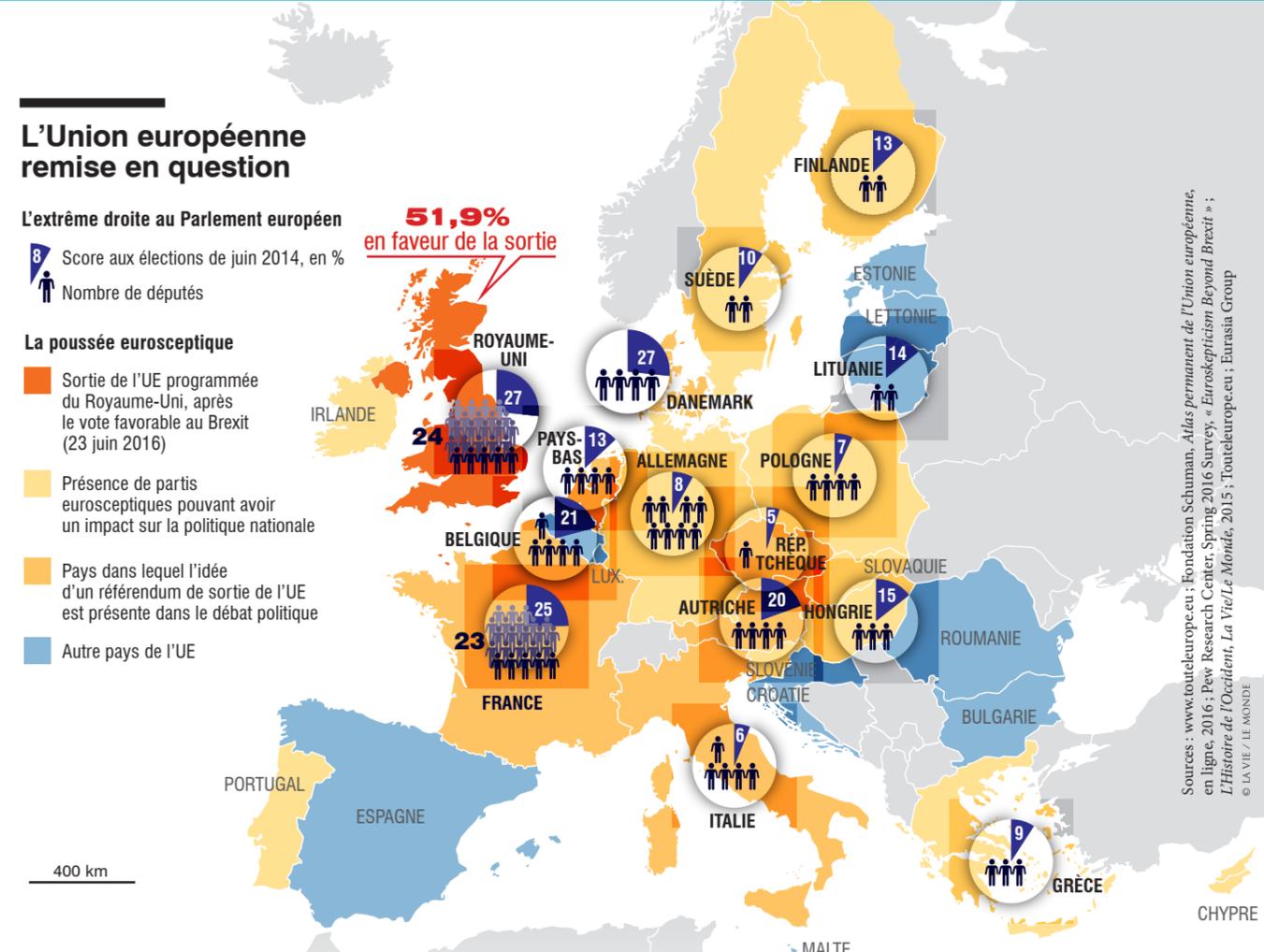


L'Union européenne remise en question

L'extrême droite au Parlement européen
8 Score aux élections de juin 2014, en %
8 Nombre de députés

La poussée eurosceptique

- Sortie de l'UE programmée du Royaume-Uni, après le vote favorable au Brexit (23 juin 2016)
- Présence de partis eurosceptiques pouvant avoir un impact sur la politique nationale
- Pays dans lequel l'idée d'un référendum de sortie de l'UE est présente dans le débat politique
- Autre pays de l'UE



la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie ont vu la victoire de partis qui contestent la compétence de l'Union européenne en politique migratoire et en matière d'État de droit. Ils ne parlent pas de sortie de l'UE mais de détricotage de certaines de ses politiques communes. Aux Pays-Bas, le référendum d'initiative populaire est utilisé pour empêcher le Parlement néerlandais de ratifier l'accord d'association de l'UE avec l'Ukraine, demain peut-être le Ceta (accord commercial UE-Canada), tandis que le Parti pour la liberté, eurosceptique et xénophobe, dirigé par Geert Wilders, s'est installé durablement dans le paysage politique et concourt à devenir le premier parti du pays.

L'émergence d'un populisme xénophobe

Dans plusieurs États d'Europe, des partis qui prétendent redonner au peuple la parole et la souveraineté sont de plus en plus populaires – à l'exemple du Front national en France. Ils ont en commun de dire que c'est en enlevant du pouvoir à l'UE, voire en se retirant de celle-ci, que cette souveraineté selon eux perdue sera restaurée. Ils en appellent à une essence nationale. Par définition unique et irréductible, celle-ci fonderait la seule communauté politique valable, celle du peuple national qu'il convient de préserver des agents dissolvants ou métissants qui la menacent. Ce

populisme eurosceptique et souverainiste, souvent xénophobe et excluante, peu attaché à l'État de droit, est-il en passe d'accéder majoritairement au pouvoir et de l'emporter ? Dans les urnes, ces partis restent minoritaires et leurs résultats fluctuent d'une élection à l'autre. Mais, depuis 2009, ils progressent à l'échelle européenne. Ils sont ainsi 20 % des députés européens élus en 2014, contre 10 % en 2009. Cependant on constate que dans plusieurs pays, ils sont associés à des majorités parlementaires, parfois sans participation gouvernementale – c'est arrivé en Suède, au Danemark, en Finlande (avec participation), en Hongrie, en République tchèque (avec et sans participation), en Grèce (avec participation), en Autriche, en Italie (dans les gouvernements de Silvio Berlusconi)... Leurs idées ont pénétré les programmes de beaucoup de partis de gouvernement de droite comme de gauche. On voit bien comment leur xénophobie et leur islamophobie, comme leur thème du retour à la matérialité des frontières nationales, inspirent les mesures de contrôle, de surveillance, sécuritaires et patriotiques, et d'érosion des libertés publiques. Autre exemple : le programme du Ukip sur la sortie de l'UE est devenu celui d'une bonne partie du parti conservateur britannique, dont la campagne en faveur du Brexit a été décisive. À l'exception notable de la Slovaquie, du Luxembourg, de l'Espagne ■■■

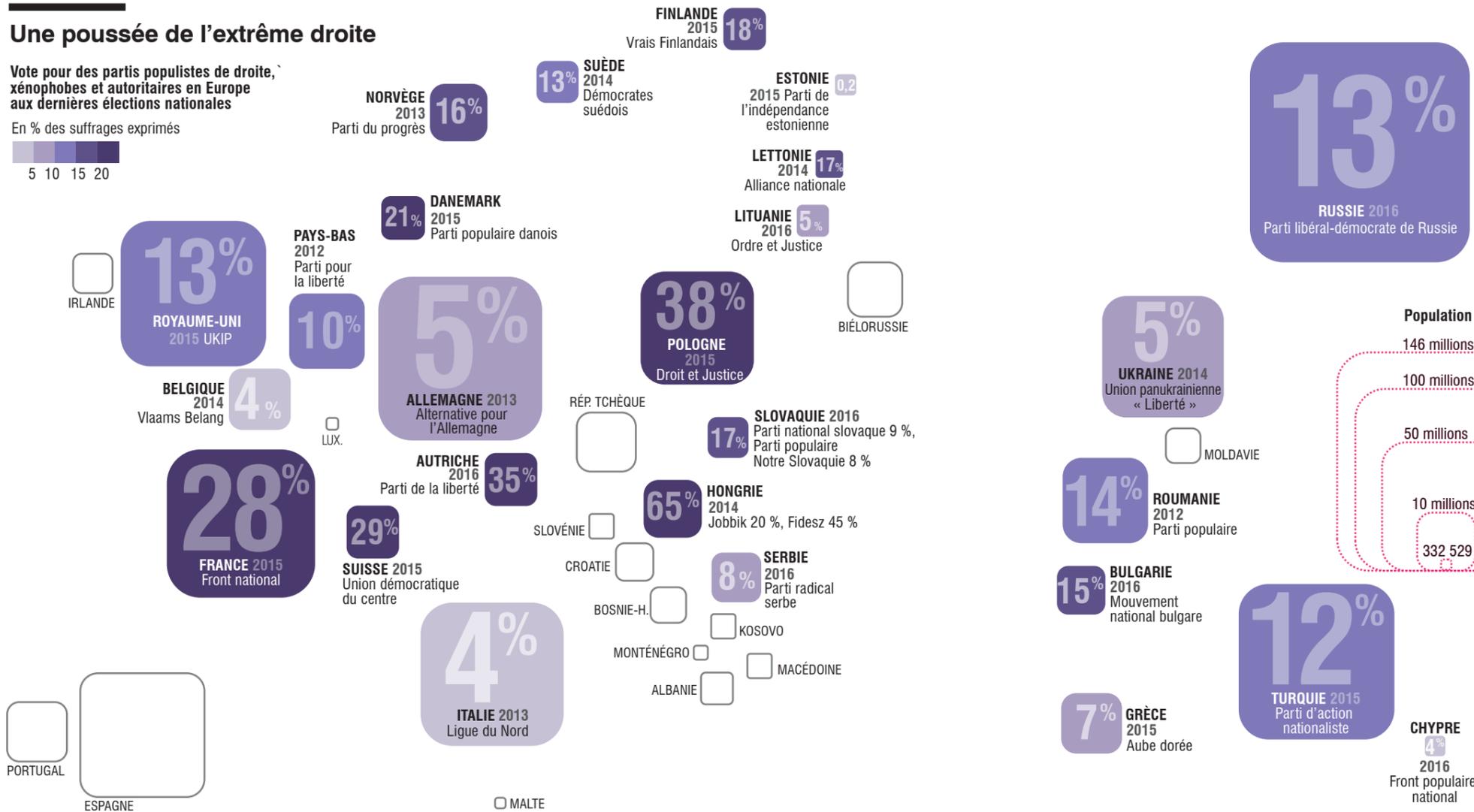
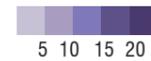
Sources : www.toutleurope.eu ; Fondation Schuman, Aldas permanent de l'Union européenne, en ligne, 2016 ; Pew Research Center, Spring 2016 Survey, « Euroscepticism Beyond Brexit » ; L'Histoire de l'Occident, La Vie/Le Monde, 2015 ; Toutleurope.eu ; Eurasia Group © LA VIE / LE MONDE

ISLANDE

Une poussée de l'extrême droite

Vote pour des partis populistes de droite, xénophobes et autoritaires en Europe aux dernières élections nationales

En % des suffrages exprimés



et du Portugal et, de façon plus complexe de la Grèce, la nouvelle extrême droite – qui n'est plus, sauf en Hongrie avec le Jobbik et en Grèce avec Aube dorée, la réplique de l'extrême droite fasciste des années 1930-1940 – est au centre du jeu électoral et impose ces sujets au cœur des espaces publics.

Ainsi, pour un certain nombre d'Européens, certes minoritaire mais significatif et en expansion, l'utopie réside dans une communauté nationale restaurée, protégée qu'elle serait des influences allogènes et extérieures trop différentes de son essence et de ses valeurs supposées. Ce n'est pas le retour au nationalisme. Le nationalisme, en effet, s'inscrit dans une hiérarchie des peuples et des nations au sommet duquel on place le sien et la sienne ; cette hiérarchisation autorise non seulement le mépris, mais aussi la conquête et le sentiment de supériorité au nom duquel on peut tout aussi bien déshumaniser et asservir que, prétendument, civiliser et dominer. La xénophobie actuelle en Europe se porte surtout sur ceux qu'elle considère comme des étrangers non européens et

des étrangers à l'Europe. Le rejet de l'autre prend marginalement le visage d'un rejet d'autres Européens. Il prend, non pas le visage d'une hiérarchisation et d'un projet d'asservissement, mais celui d'une séparation rigoureuse. La colonisation et la guerre de conquête ont cédé la place à l'entre-soi.

Vers l'utopie de la paix perpétuelle...

Il y a donc aujourd'hui deux projets européens qui se font face. Celui qui est né immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, et qui est au fondement de la construction européenne. Des États-nations européens durablement affaiblis par cette guerre qu'ils ont provoquée, puis par la décolonisation et l'avènement de très grandes puissances mutualisent librement et sans contrainte une partie de leur souveraineté. Ils favorisent ainsi leur reconstruction, leur consolidation et leur maintien. Ce faisant, les nations européennes ont concrétisé une utopie ancienne : ils ont transformé l'espace européen en espace politique de paix, en une sorte de démocratie d'États démocratiques. Dans cette

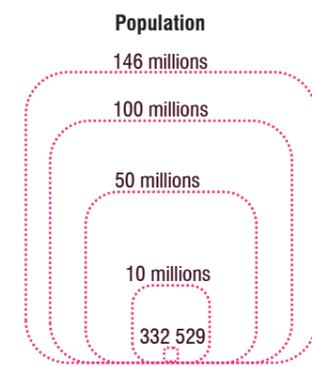
Union européenne, en effet, tous les membres sont d'égale dignité (ce qui n'était jamais arrivé dans les relations internationales !). Dans la vie politique communautaire, ils pèsent tous d'un poids comparable, aucun oligopole n'est possible, il y a délibération et les décisions sont prises à la majorité qualifiée le cas échéant. Ni la contrainte ni la force ne caractérise la construction européenne. C'est bien pourquoi elle n'a cessé de s'élargir, tant ce fonctionnement sans centre ni *hégémon* est rare et attractif. La construction européenne décline l'utopie kantienne de la paix perpétuelle, dont le philosophe des Lumières avait énoncé les conditions de possibilités et les principes de réalisation, dans la réalité géographique du monde tel qu'il est. En ce sens, elle n'est pas seulement une réalisation située et imparfaite, elle est aussi une utopie mondiale. Elle est, de fait, comme un horizon ou un modèle qui, non seulement suscite la curiosité, voire l'inspiration, mais contribue aussi à modifier le fonctionnement de la communauté mondiale des États et des acteurs. C'est pourquoi ceux pour qui les Européens ne

sortiront de la crise qu'ils traversent que par plus d'Europe ne sont ni contre la démocratie, ni contre la souveraineté, ni contre les nations : ils sont réalistes s'agissant des Européens et raisonnables s'agissant de l'humanité. Mais cette vision des choses ne peut pas s'imposer si les politiques publiques européennes jouent contre les peuples – non pas les peuples au sens d'essences nationales, mais au sens des communautés sociales et solidaires. Elle ne peut s'imposer que si elle contribue à donner à chaque individu, à chaque communauté sociale et à chaque communauté politique nationale l'assurance et la perspective d'une égale dignité et d'un avenir prometteur.

... ou le dangereux repli sur soi

Sans cela, le sentiment du déclin devient l'horizon et la communauté excluante, la perspective. Le contre-projet européen est alors celui de Viktor Orban. Le dirigeant hongrois, tel un Dark Vader de l'Union européenne, construit avec un sombre éclat son personnage de leader du côté obscur de la force européenne. Il ne se contente pas de transformer par petites touches la République hongroise post-soviétique en démocratie autoritaire, xénophobe, antisémite, inhospitalière et entourée de barbelés. Renouant avec cette tradition européenne des anti-Lumières qu'on croyait durablement marginalisée depuis 1945, Orban théorise avec talent cette évolution et propose à tous un contre-modèle : la « démocratie illibérale ». La série télé danoise *Borgen, une femme au pouvoir* a formidablement croqué et scénarisé les mécanismes de cette colonisation culturelle et politique des partis démocratiques classiques, notamment conservateurs et centristes de droite, par la nouvelle extrême droite. Si la Hongrie en est l'exemple le plus éclatant et le plus achevé, cette tendance est à l'œuvre en Pologne, en Slovaquie, en République tchèque, en Autriche, au Danemark, en Suède, en Finlande, aux Pays-Bas, en Belgique, en France, au Royaume-Uni et – sous Berlusconi du moins – en Italie. Ainsi que, hors UE, en Norvège et en Suisse.

Comme dans le projet kantien, l'union fait la force aussi dans le projet illibéral. Mais c'est une union d'Européens qui se défient du non-Européen qui corromprait une identité et une démographie européennes fantasmatiquement menacées : le commerce international, la pauvreté, les migrants, les Roms, l'individualisme, les libertés, l'esprit critique. À cette aune, l'Amérique de Donald Trump est autant l'avenir possible des Européens que le prolongement de la nouvelle utopie européenne illibérale. Les 20 années à venir vont être charpentées par cette confrontation entre deux utopies européennes qui façonneront l'UE et l'espace mondial : l'illibérale excluante car décliniste, et la démocratique cosmopolitique car confiante. ■



© LA VIE / LE MONDE Sources : Le Monde ; The New York Times ; « Bigo » Libération